30 septembre 2004, Québec

Allocution à l'occasion du congrès de la Fédération québécoise des municipalités

Mesdames, messieurs les mairesses et maires du Québec,

Mesdames, messieurs les membres de la Fédération québécoise des municipalités,

Bienvenue à votre congrès 2004,

Bienvenue à Québec,

Bienvenue dans un Québec qui est à l'aube d'un renouveau dans les relations entre le gouvernement du Québec et les régions du Québec!

Je suis très heureux de vous annoncer que le gouvernement du Québec et les présidents des Conférences régionales des élus ont convenu hier, au Salon rouge de l'Assemblée nationale, les principes généraux qui vont ouvrir la voie à un nouveau partage des responsabilités entre le gouvernement du Québec et les régions du Québec. Cette entente sera consignée dans un protocole qui sera soumis à l'acceptation de chacun des 19 présidents de CRÉ lors du Forum national des 12, 13 et 14 octobre prochain.

Vous vous réunissez cette année sous le thème « Le monde vit en région ». Cela n'aura jamais été aussi vrai. Nous sommes passés de la parole aux actes. La décentralisation n'est plus qu'un mot à la mode, c'est une réalité en devenir.

L'époque où le gouvernement du Québec imposait des solutions à sens unique est terminée. Le gouvernement du Québec sera dorénavant un accompagnateur et un facilitateur du développement régional. Et les citoyens des régions auront les outils et les ressources pour mettre de l'avant leurs priorités et leur vision, de leur développement.

C'est à ce principe que nous avons tous souscrit hier. Et Michel Lagacé, le président de la CRÉ du Bas Saint-Laurent a bien résumé l'état d'esprit de ses collègues en disant : « On répond présents. La table est mise. Il y a là une réponse aux besoins des citoyens et aux besoins des régions. » Ce qui s'est passé hier est un événement majeur. Et je veux revenir avec vous sur la genèse des événements.

Ce n'est pas toujours facile de comprendre, dans le bruit ambiant, comment avancent les grandes politiques gouvernementales. Ce n'est pas par hasard qu'un déblocage est survenu. Il y a un travail derrière ça, une démarche. Très tôt dans notre mandat, nous avons affirmé notre volonté de donner davantage de pouvoir aux citoyens des régions du Québec.

Ce n'était pas le fait d'une inspiration soudaine. C'est la manifestation d'une conviction très profonde qui trouve sa source dans les nombreuses tournées régionales qui ont été effectuées par moi-même et mes collègues du temps où nous étions dans l'opposition.

Nous allons dans cette voie parce que j'ai l'intime conviction que le développement des régions du Québec ne peut pas venir de l'extérieur. Le développement des régions du Québec ne peut trouver sa source que dans le cœur des femmes et des hommes qui habitent nos régions, qui y ont leurs racines et qui veulent construire leur avenir.

Moi, je viens d'une région. Et je sais que quand on est en région, on ne veut pas se faire dire quoi faire par Québec. On veut que Québec nous donne les outils pour qu'on puisse faire nous-mêmes. Être Québécois, être fier d'être Québécois, c'est se sentir responsable des réussites du Québec. C'est de sentir, où qu'on soit au Québec, qu'on peut faire une différence, qu'on peut mettre sa brique dans la construction du Québec du 21^e siècle.

C'est ça la vision. Et c'est par ailleurs une tendance mondiale. C'est quoi l'impact de la mondialisation sur notre vie économique? C'est l'éloignement des centres de décision. C'est des décisions prises à Chicago qui ont un impact à Rouyn-Noranda.

Alors la réponse naturelle à ça, c'est quoi? C'est de s'organiser entre nous en rapprochant les centres de décision des citoyens pour refaire l'équilibre; pour que chacune des régions puisse faire sa place. C'est notre époque; une époque pleine de défis, mais pleine de formidables occasions.

Décentraliser les pouvoirs, repartager les responsabilités, c'est donc à la fois le fait d'une vision et d'une conviction. C'est aussi une réponse à la réalité de notre époque. Mais on ne peut pas faire ça n'importe comment. Il y a un principe en démocratie : ceux qui administrent des responsabilités publiques, ceux qui gèrent des fonds publics, doivent en répondre devant les citoyens. Ça s'appelle l'imputabilité. Et qui est imputable? Ce sont les élus. Le prérequis à toute démarche de décentralisation était donc la mise en place d'une gouvernance régionale imputable.

Ce sont les conférences régionales des élus. Dix-neuf CRÉ ont été mises en place le 1^{er} avril dernier. Ces conférences sont formées majoritairement d'élus mais elles doivent intégrer des représentants des milieux économiques et sociaux. Dès leur formation, nous avons confié aux CRÉ un premier mandat. C'était celui d'organiser les forums Place aux citoyens. Il s'agissait d'un exercice démocratique par lequel l'État québécois associait les citoyens à la définition de stratégies qui vont nous aider à relever deux grands défis auxquels nous faisons face : la reprise en main des finances publiques et les changements démographiques.

J'ouvre une parenthèse sur ces défis, parce que cela vous concerne directement. L'accroissement de la dette publique québécoise réduit d'année en année notre marge de manœuvre et notre capacité d'investir. Notre dette, c'est le troisième poste de dépenses du gouvernement du Québec après la santé et l'éducation. C'est 7 milliards \$ par année. À défaut de stopper la croissance de notre endettement, nous nous dirigerons vers l'étouffement.

À l'égard des finances publiques, il y a un problème structurel à régler. En 2002-2003, le Québec a dépensé 715 \$ de plus par personne que les autres provinces en services publics alors que la richesse par habitant est ici inférieure de presque 5 000 \$ à la moyenne canadienne. Et c'est un écart qui s'accroît sans cesse parce que nos dépenses augmentent plus rapidement qu'ailleurs au Canada.

D'autre part, la dénatalité et le vieillissement de la population annoncent à la fois une croissance de la demande des services publics et une diminution du nombre de travailleurs pour financer et dispenser ces services.

En 40 ans, le nombre de naissances a diminué de moitié au Québec. Au début des années 70, on comptait au Québec, 8 personnes en âge de travailler, pour 1 personne de plus de 65 ans. Aujourd'hui, c'est 5 pour 1; en 2030, ce sera 2 pour 1. D'ici 7-8 ans, nous allons atteindre un point de bascule : le nombre de travailleurs va commencer à diminuer et le nombre de retraités va commencer à augmenter en flèche.

Le choc démographique se fait déjà sentir dans nos écoles, où on enregistre une diminution régulière du nombre d'enfants inscrits. Il se fait aussi sentir dans nos régions où se manifestent les signes d'un déclin démographique. Je sais que l'exode des jeunes est un des problèmes les plus douloureux vécus dans nos régions.

Les forums Place aux citoyens ont été un grand succès. Pas moins de 2 500 Québécois y ont participé. Et à la mi-octobre, on va se retrouver, le gouvernement du Québec, les présidents des CRÉ et les leaders de la société civile pour convenir des stratégies avec, pour base de discussion, les pistes de solutions avancées par les citoyens des régions.

Lors de ce grand rendez-vous, qui s'appellera le Forum des générations, le Québec va faire équipe pour faire mentir les chiffres. Je ferme la parenthèse. On a mis sur pied les CRÉ pour pouvoir décentraliser. C'est ça qu'on a dit. Mais la première mission qu'on leur confie, c'est d'organiser des consultations sur les finances publiques et les changements démographiques.

Vous vous posez peut-être une question. C'est quoi le rapport? Le rapport est direct. Pour nous, il était évident dès le départ, que si on amenait les citoyens à s'interroger sur ces deux grands défis, il en émergerait des pistes solutions qui appelleraient à une plus grande autonomie des régions. Parce que les Québécois veulent faire partie de la solution.

Je le sais. J'ai passé presque quatre ans à faire sans arrêt le tour des régions du Québec. Et dans les rapports des forums Place aux citoyens que nous ont fait les présidents de CRÉ en début de journée hier, la grande convergence, c'était plus de souplesse dans les initiatives gouvernementales; plus de place aux initiatives locales. Le mot décentralisation est revenu souvent.

Et on se retrouve avec quoi aujourd'hui? On se retrouve avec plusieurs solutions nouvelles pour relever les grands défis auxquels nous faisons face. Et on se retrouve aussi avec des citoyens des régions qui appellent de leurs vœux un nouveau partage des responsabilités au Québec. C'est ça la genèse des événements, c'est pour ça qu'un débloqué est survenu hier.

Et qu'est-ce que nous avons convenu? On s'est d'abord entendu sur les principes de la démarche dans laquelle nous nous engageons. Cette démarche vise un nouveau partenariat entre le gouvernement du Québec et les régions. Et quand je dis « les régions », je veux dire toutes les régions, incluant la région de la Capitale nationale et la région de Montréal.

Il y a cinq valeurs : La confiance. La confiance mutuelle. Le respect. Le respect des différences régionales. L'ère du mur-à-mur était une négation des différences régionales. On entre dans l'ère du sur mesure qui est une valorisation des différences régionales.

Le partenariat. On travaille ensemble. On fait équipe. Hier, Bernard Généreux de la CRÉ du Saguenay-Lac-Saint-Jean a dit qu'il ne fallait pas qu'on en vienne à déshabiller les régions. Moi, je m'engage à assumer mes responsabilités en région, notamment en matière de santé et d'éducation. Et je le ferai d'autant mieux que je sais que vous serez à côté de moi pour assumer les vôtres. Ça m'amène à la quatrième valeur : la responsabilisation. On est tous responsables de la réussite du Québec. Être Québécois, c'est une fierté et c'est une responsabilité. Et on est 7,5 millions à partager ça.

L'imputabilité et la subsidiarité. L'imputabilité, c'est le principe à l'origine des CRÉ et la subsidiarité, c'est l'idée qu'un service aux citoyens doit être géré le plus près possible du citoyen. C'est la notion du bénéfice pour le citoyen. Ce sont donc les principes qui nous guident. On s'est aussi entendu sur les objectifs qu'on poursuivait. Pourquoi on fait ça? On fait ça : Pour permettre aux régions de mieux se développer sur le plan social, culturel et économique; Pour améliorer la qualité des services aux citoyens; Pour améliorer la prise de décisions en région.

On fait ça pour mieux réussir le Québec du 21^e siècle. Voyons comment ça va marcher. D'abord, on dit qu'on va « décentraliser », c'est un terme général, parce que les formes de partenariat peuvent varier. Il pourra y avoir clairement des transferts aux régions et aux municipalités de responsabilités avec les moyens financiers qui les accompagnent. Ça, c'est la décentralisation au sens propre.

Et ce volet précis, sera exploré par la table Québec-municipalités. Ça veut dire que ça vous concerne directement. Nous nous laisserons guider par un principe fondamental en démocratie : les responsabilités doivent être assumées par ceux qui sont en mesure de donner le meilleur service aux citoyens. Selon vos priorités, les responsabilités que vous voudrez assumer vont varier.

C'est ça valoriser les différences régionales. Outre la décentralisation à proprement parler, il y a aussi la régionalisation qui consiste à déplacer en région la mise en œuvre d'un service. Il y a aussi l'adaptation des normes et des programmes aux spécificités régionales. Un programme d'aide à l'entrepreneuriat peut être différent selon qu'on vit dans le Québec maritime ou dans le Québec forestier. La régionalisation et l'adaptation, c'est la dimension souple de notre nouvelle façon de faire.

Enfin, il y aura des initiatives de partenariat, des projets concrets où on partagera la mise en œuvre de vos projets. Les volets régionalisation, adaptation et partenariat seront discutés à la table Québec-régions. Pour superviser ce processus, j'ai formé un comité ministériel, qui relève directement de moi et qui sera en contact très étroit avec les tables Québec-municipalités et Québec-régions.

En terminant, je veux vous dire ceci. Nous avons lancé un processus qui est irréversible. Il n'y a pas de retour en arrière possible. Ça fait 30 ans qu'on parle de décentralisation au Québec. Hier, nous avons décidé de passer de la parole aux actes.

Ce que nous entamons n'est pas facile. Je dirais même que c'est contre nature pour un gouvernement de se délester de certaines responsabilités. Mais si je m'engage dans cette

voie avec vous et avec les conférences régionales des élus, c'est parce que je suis profondément convaincu que c'est dans l'intérêt supérieur du Québec et des Québécois.

Au cours des dernières semaines, j'ai souvent parlé de fédéralisme asymétrique pour défendre le droit inaliénable du Québec de faire les choses à sa manière. Ma vision de l'avenir du Québec dans le Canada vaut également pour les citoyens des régions du Québec.

Une vraie décentralisation signifie un vrai développement des régions et une nouvelle ère de développement pour le Québec.

Merci.